

SHORT NEWS

Panama Papers : la valse continue

(lc) - Un an après leur parution, les Panama Papers continuent à remuer le grand-duché. Comme nous l'avions évoqué dans nos derniers numéros, la question de la probité de Claude Marx, ancien de la HSBC maintenant à la tête de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), se pose. Invité à s'expliquer devant la commission parlementaire compétente, le ministre des Finances Pierre Gramegna a défendu bec et ongles le choix de confier ce poste à Claude Marx - malgré les différentes versions qui circulent sur son engagement avec Mossack Fonseca pendant son temps à la HSBC. En même temps, l'Administration des contributions directes (ACD) met la pression sur certains avocats d'affaires cités dans les Panama Papers, qui s'étaient auparavant cachés derrière le secret professionnel. Maintenant, l'ACD les menace de « sommations-astreintes » - comme Gramegna le détaille dans une réponse au député Franz Fayot. Dans cette même réponse, il explique aussi combien de banques sont dans le viseur de la CSSF et de l'ACD en ce moment, cela afin d'« aboutir au recouvrement de l'impôt éludé ». Bizarre juste que dans sa réponse au directeur d'Oxfam (woxx 1417) - attachée à une réponse parlementaire sur le sujet -, Gramegna défende le Luxembourg comme n'étant pas un paradis fiscal, avec des lois qui excluraient l'évasion fiscale...

Erst bunt, dann grün und blau

(tf) - Erleichtert darüber, dass die ersten beiden Prozesstage überstanden sind, wirkten die vier AktivistInnen noch immer schockiert, in welche Maschinerie sie da geraten sind. Von Straßburg nach Brüssel hatten sie sich im Juni 2014 aufgemacht, um das Recht auf Bewegungsfreiheit einzuklagen und gegen das EU-Grenzregime zu protestieren. Bei einer Pressekonferenz betonten vier der insgesamt sechs Angeklagten aus dem „March for Freedom“ am Donnerstagnachmittag, dass sie von der Polizeigewalt, die sie am 5. Juni am Rande einer Protestaktion gegen die EU-Innenministerkonferenz auf Kirchberg erlebt hatten, noch immer traumatisiert sind. Selbst wegen des entstandenen Tumultes angeklagt, verwiesen sie auf den damals ungeklärten Aufenthaltsstatus zahlreicher Teilnehmenden des Marsches. „Allein deshalb hätten wir keinerlei Interesse an einer Eskalation gehabt.“ Die einzige Kommunikation mit der Polizei habe demnach in deren gewaltvollem Vorgehen gegen die Demoteilnehmenden bestanden. Auch die Jonk Lénk hatten sich mit den Angeklagten solidarisch erklärt und kritisierten, „wie brutal und dilettantisch die Polizei an die Auflösung der Demonstration herangegangen“ sei. Zumindest indirekt gestand diese beim Prozess eine Überforderung der vor Ort befindlichen „bunt zusammengewürfelten“ Kräfte ein. Ein Prozessende ist noch nicht festgelegt.

Forum 372: Wohnräume

(rg) - „Wer darf in Luxemburg noch wohnen?“ Diese Frage stellt die April-Ausgabe der Zeitschrift forum am Anfang ihres „Logements“-Dossiers, in dem sowohl die angespannte Situation auf dem Immobilienmarkt als auch neue Wohnformen und Wohnraumvermittlungs-Methoden vorgestellt werden. Neben geharnischter Kritik im Intro von Jürgen Stoldt, der nach Maßnahmen ruft, „die auch in die Eigentumsrechte eingreifen“ und damit eine staatliche Wohnungspolitik ermöglichen, die langfristig der ausufernden Gentrifizierung entgegenwirken kann, steht eine Stellungnahme des Direktors der Agence immobilière sociale, Gilles Hempel, der für eine Entkopplung der Nutzungs- von Eigentumsrechten eintritt. Weitere Beiträge beschreiben neue und alte „Lösungen“ für das Problem der Wohnungsnot - wie etwa Wohngemeinschaften oder Wohnungsbau-genossenschaften -, die schon lange nach einer angepassten Gesetzgebung rufen. Weniger ermutigend scheint in diesem Zusammenhang der Rifkin-Prozess, der zwar einige Vorschläge zur Wohnungsfrage unterbreitet, aber diesem Problem wohl nicht den erforderlichen Stellenwert einräumt. Ein weiterer Artikel im Dossier ist den (eher zaghaften) staatlichen Ansätzen gewidmet. Neben dem Dossier finden sich Beiträge u.a. zum derzeitigen Stand der Einschreibungen ausländischer MitbürgerInnen für die Kommunalwahlen im Herbst und ein Interview mit der Berkley-Linguistin Elisabeth Wehling über Sprache und Politik. forum ist in größeren Zeitschriftenläden erhältlich oder kann bestellt werden (office@forum.lu; Tel. 42 44 88).

AKTUELL



RÉFUGIÉS

Politique du spectacle

Luc Caregari

La réunion d'information sur l'accueil d'une centaine de réfugiés dans l'ancienne « Ediff » entre Lallange et Mondercange a montré les limites du dialogue mis en scène entre gouvernement et citoyens.

Ils en avaient gros sur la patate, les socialistes eschois, lundi dernier. Et on les comprend : alors que pour la structure d'accueil planifiée sur le quai Neudorf - qui devrait ouvrir ses portes l'année prochaine -, ils s'étaient empressés d'installer la confiance et de désarmer les conflits potentiels par le dialogue, le gouvernement les a pris de court en leur mettant une nouvelle structure improvisée sous le nez. Pas étonnant dès lors que la bourgmestre Vera Spautz ne se soit pas installée sur le podium ce soir-là, préférant introduire la soirée depuis le public. La raison n'en est pas seulement la décision unilatérale des ministères concernés, mais aussi parce que techniquement, le nouveau centre d'accueil se situe sur le terrain de la commune de Mondercange. Bien que présente, Christine Schweich, la bourgmestre socialiste de la ville voisine, ne s'est pas non plus mise en avant - laissant la scène aux ministres Corinne Cahen et Dan Kersch, ainsi qu'aux responsables de l'Olai, de la police et de la Caritas.

Failles dans la communication

Que s'est-il passé ? Le plan n'avait été indiqué par le ministre de l'Intérieur qu'en marge de la dernière réunion publique concernant le quai Neudorf, et les habitants de Lallange, qui sont géographiquement plus proches du nouveau centre, ont été mis devant le fait accompli : une centaine de réfugiés ont été installés dans l'ancienne « Ediff » - situé dans un cul-de-sac depuis que la route entre Esch et Mondercange a été coupée par le glissement de terrain de la décharge en 2014.

Depuis l'incident, les travaux de réfection de cette route traînent et le ras-le-bol des habitants du quartier,

qui n'est pas le plus huppé de la métropole du fer, n'a fait que monter. Ajoutez-y le fait qu'il s'agit essentiellement de réfugiés masculins et célibataires, et vous laissez libre cours aux rumeurs les plus folles. Les passages quasi quotidiens de la police avec gyrophares et sirènes vers le centre d'accueil n'arrangent rien.

Bref, si le gouvernement voulait semer la panique et la méfiance entre les riverains et les nouveaux venus, c'était exactement le plan à suivre. Certes, la présence d'individus ouvertement racistes au hall sportif de Lallange lundi dernier est indéniable - mais s'ils se sont fait entendre plus ouvertement, c'était aussi parce qu'ils se sentaient forts. Et la raison de cette attitude était la mauvaise dynamique enclenchée par la non-information des habitants du quartier. Ce qui provoque très vite un conflit imaginé entre « eux là-haut » et « nous en bas ». De ce point de vue, admettre d'emblée des failles dans la communication des deux ministres semblait la bonne stratégie pour désamorcer un tant soit peu la tension qui électrisait la salle.

Car remporter avec succès une telle réunion est un exercice d'équilibriste - et cet équilibre a bien failli se rompre lundi dernier. De ce point de vue, il était intéressant de voir qu'une des interventions qui a rectifié un peu le tir ne provenait pas des invités - probablement imposés par le ministère - comme la présidente de la Caritas ou l'ancienne ministre Marie-Josée Jacobs, mais d'un citoyen qui proposait la création d'un comité de suivi pour entrer enfin en dialogue avec les nouveaux venus du quartier.

Car peu importe si la promesse de Dan Kersch de démanteler la structure - et d'y installer l'école de police - quand celle du quai Neudorf ouvrira ses portes sera tenue ou non. Ce n'est que par le dialogue et le respect qu'une intégration des demandeurs de protection internationale pourra réussir. Un respect qui vaut pour tous les concernés. Et une leçon à retenir.